

Le chômage

aucune mesure corrective. Depuis qu'il a été nommé à la tête de son ministère et qu'il est chargé de créer autant que possible de l'emploi, tout ce que le ministre a su faire, c'est déclarer lors de sa première entrevue télévisée qu'il faisait partie du cabinet dans l'unique but de favoriser «l'emploi, encore l'emploi et toujours l'emploi». Ce sont ses propres termes. Depuis ce temps-là, il n'a proposé aucune mesure concrète, se contentant de prononcer d'admirables discours, alors même que le climat économique a changé et qu'il faut appliquer de nouvelles mesures pour stimuler l'économie et créer de l'emploi au Canada.

Le ministre sait fort bien que l'économie des États-Unis est actuellement en crise. Il sait sans doute, tout comme ses conseillers, que la récession américaine influera grandement sur l'économie canadienne. Si le principal partenaire commercial du Canada connaît une croissance ralentie, il est évident qu'il achètera moins de produits canadiens, ce qui entraînera de graves répercussions sur l'industrie et le commerce partout au Canada et, par conséquent, sur la situation de l'emploi.

Ce n'est pas tout, Monsieur l'Orateur. Les taux d'intérêt ont été frappés d'augmentations répétées. Comme nous le savons tous, le taux d'escompte est grimpé à 14 p. 100. L'escalade à 15 p. 100 des taux préférentiels que les banques à charte accordent à leurs meilleurs clients industriels a mis les hommes d'affaires dans une situation précaire. Bien qu'on ait prévenu le ministre à plusieurs reprises, des usines ont commencé à fermer, et de nombreuses victimes de ces fermetures rendent le gouvernement directement responsable de la situation pour avoir approuvé l'augmentation des taux d'intérêt. Nous connaissons aussi les fâcheux problèmes avec lesquels sont aux prises les employés de Chrysler dans la région de Windsor et les employés de l'ITT dans le nord du Québec. La situation n'est guère meilleure dans les chantiers de construction navale, et il y a un ralentissement marqué de la croissance dans tout le pays. Mais le ministre, dont la principale tâche est de créer des emplois au Canada, ne fait rien.

Que dire de la plus importante décision politique du gouvernement actuel? La plus importante décision politique du gouvernement est de porter les prix du pétrole à 90 p. 100 du prix de Chicago. Nous savons tous que le prix du pétrole à Toronto est aujourd'hui d'environ \$15.63 le baril, mais que le prix à Chicago atteindra près de \$43.46 en 1985, d'après les chiffres publiés par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn), et qu'il montera à environ \$62.81 en 1990, soit un peu plus que le prix international.

Un des objectifs déclarés du gouvernement d'en face est donc de hausser le prix du pétrole au Canada à un niveau un peu supérieur au prix international, supprimant ainsi un des grands avantages dont jouissent notre industrie et notre commerce par rapport à leurs concurrents étrangers. Quelle est la position du ministre de l'Emploi et de l'Immigration sur cette question? Nous ne l'avons pas entendu dire quoi que ce soit à ce sujet. Nous ne l'avons pas entendu prendre position contre les hausses scandaleuses du prix du pétrole, bien que le ministre sache très bien que ces augmentations auront des conséquences désastreuses pour notre économie.

[M. Fox.]

Je ne suis pas certain que le ministre ait étudié les conséquences que de telles politiques auront sur l'emploi au Canada. Peut-être pourrais-je lui citer l'étude économique déjà bien connue qui a été faite sur les répercussions économiques des prix du pétrole parce que le ministre dit que son ministère ne fait pas d'études sur les répercussions économiques des hausses du taux d'intérêt ou des augmentations du prix du pétrole. Il laisse cela au ministre des Finances. Je pensais qu'il aurait voulu agir dans ce domaine et présenter de nouvelles politiques quand il y a des changements aussi importants dans la situation économique au Canada.

Voyons ce que le premier ministre conservateur de l'Ontario dit au ministre de l'Emploi et de l'Immigration par l'entremise de son premier ministre. Il lui dit que ces hausses du prix du pétrole auront un effet considérable sur l'économie canadienne, surtout dans le secteur de la création d'emplois.

Une voix: Que disent les neuf autres?

M. Fox: Tenons-nous-en pour l'instant au premier ministre de l'Ontario. Si le député pense que les hausses du prix de pétrole créeront des emplois au Canada, j'aimerais qu'il me dise quel économiste a dit cela. Pour sa part, le gouvernement conservateur de l'Ontario prévoit que les prix à la consommation auront augmenté de 4.5 p. 100 à la fin de 1981. D'autre part, il y aura une perte de 137,000 emplois, ce qui veut dire que le nombre d'emplois perdus pendant la période où le ministre occupera son poste actuel dépassera probablement le nombre total d'emplois qu'il réussira à créer. D'après la façon dont vont les choses, le ministre devrait se rendre compte qu'il y aura certainement moins d'emplois au Canada en 1981 que si le gouvernement n'imposait pas cette hausse du prix du pétrole. Il y aura 137,000 emplois de moins au Canada à la fin de 1981 et le produit national brut réel sera inférieur de 2 p. 100 à ce qu'il aurait été autrement.

Je signale en passant que le gouvernement veut non seulement ralentir l'économie de façon tout à fait délibérée en augmentant le prix du pétrole, mais qu'il veut aussi enlever à tous les automobilistes canadiens 30c. pour chaque gallon d'essence qu'ils consomment. Quand le premier ministre (M. Clark) parle d'imposer une taxe d'accise de 30c. le gallon, cela veut dire qu'il prendra environ 2.8 milliards de dollars dans la poche des automobilistes; cela aussi aura des conséquences graves sur la situation de l'emploi.

Je l'ai déjà dit, nous avons entendu de belles paroles aujourd'hui. Depuis sa nomination cet été, le ministre nous a promis d'instaurer plusieurs programmes de création d'emplois. Il a parlé de créer des emplois pour les jeunes. Il nous a dit que certains de ces programmes seraient mis sur pied au début de l'automne. L'hiver est presque arrivé et rien n'a été fait. Jusqu'ici, le ministre a fait exactement le contraire de ce qu'il avait promis. Non seulement il n'a pas créé d'emplois, mais il a même décidé de réduire impitoyablement les sommes affectées à la création d'emplois au Canada. Jusqu'ici, il a réduit le budget du programme Canada au travail et du programme d'aide au développement économique local.